

Le budget—M. Kempling

portant les pensions de vieillesse à \$100 par mois, en supprimant la taxe de vente sur les vêtements pour enfants et sur les friandises, à quoi s'ajoute la dévaluation du dollar américain, on crée à l'intérieur et à l'étranger une demande pour nos produits qui encouragera la création d'emplois et réduira ainsi le chômage. En fait, le gouvernement commence à en douter. Comme le disait le député de Verdun (M. Mackasey) hier soir:

... s'il ne constitue pas un stimulant économique suffisant, le ministre des Finances pourra certainement y remédier dans quelques mois ...

Je cite mot à mot ce qui se trouve à la page 1679 du hansard, au cas où le député voudrait invoquer le Règlement. Il n'est nulle part fait état dans le budget de la position qu'adoptera le gouvernement face aux petites entreprises, à l'industrie secondaire et aux industries de services. Collectivement, ces entreprises sont les employeurs les plus importants du Canada, sans avoir de situation clairement définie au sein de l'économie canadienne.

Le problème majeur dont souffrent toutes les entreprises est le manque chronique de liquidités. Rappelons-nous les dégâts causés par la politique mal conçue de restrictions monétaires suivie en 1969, 1970 et une partie de 1971. Les seuls gagnants ont été les banques. L'inflation a sévi, les salaires ont augmenté et le prix de l'argent a atteint son plus haut niveau de mémoire d'homme. Les banques ont réalisé des bénéfices record et possèdent maintenant un actif de 60 milliards de dollars, bien protégé par la loi sur les banques.

Le manque d'argent constitue sans contredit au Canada le frein le plus puissant à l'expansion des entreprises. Ce n'est qu'en donnant de l'expansion à nos entreprises que nous parviendrons à progresser vers une réduction du chômage. Les petites entreprises ainsi que le secteur secondaire et tertiaire ne veulent pas de subventions gouvernementales. Ils savent depuis longtemps que le gouvernement doit d'abord commencer par prendre avant de donner. Tout ce qu'ils veulent c'est trouver de l'argent à des taux raisonnables et faire le reste par eux-mêmes. Ils désirent une ingérence gouvernementale moindre et non pas plus accentuée. Ils désirent des formulaires d'impôts simplifiés et avoir à envoyer moins de rapports aux maniaques des chiffres de Statistiques Canada. En d'autres termes, ils demandent que le gouvernement les laisse tranquilles.

Ma circonscription comprend plusieurs petites industries. Un chef d'entreprise m'a récemment appelé parce qu'il avait un problème d'argent. Vous l'aviez deviné. Il a des commandes et pas d'argent. Son entreprise a mis au point un dispositif hydraulique unique qui a trouvé des débouchés immédiats aux États-Unis. Les banques ne pouvant l'aider, son entreprise a eu le malheur de tomber entre les griffes de la Banque d'expansion industrielle. Il était alors en grande difficulté avec un afflux de commandes, une pénurie d'argent liquide, aucune aide des banques à charte et la Banque d'expansion industrielle exigeant un intérêt de 12 p. 100.

Alors que ce dilemme se posait à son entreprise il a rencontré un groupe de clients américains auxquels il a exposé son problème. Ils lui ont offert une solution. C'est-à-dire qu'ils lui ont recommandé de transporter son usine dans l'État de New-York. Ils constitueraient une nouvelle entreprise aux États-Unis, lui donneraient 49 p. 100 des parts, refinanceraient l'entreprise, et expédieraient leur production au Canada dans le cadre du DISC. C'est ce qui s'est produit.

[M. Kempling.]

Ce genre de choses se produit chaque année au Canada des centaines de fois avec de faibles différences. Une pénurie d'argent, des taux d'intérêt élevés et une abondance d'argent au Sud à des taux raisonnables sont une musique que les chefs d'entreprises connaissent bien. La réponse du gouvernement canadien est l'établissement de certaines conditions et la création d'un organisme de contrôle mais sans qu'il soit question de résoudre le problème réel. J'ai mentionné ce commettant de ma circonscription qui a essayé d'emprunter de l'argent de la banque en vertu de la loi sur les prêts aux petites entreprises, et auquel on s'est contenté de répondre qu'il ne pouvait pas emprunter au taux d'intérêt de 6 1/2 p. 100 parce que la banque, alors, ne ferait pas de profit. La banque a dirigé l'emprunteur vers la Banque d'expansion industrielle, qui a suggéré un emprunt au taux de 12 p. 100.

Rien dans le budget présenté le 19 février ne rendra l'argent plus accessible à la petite entreprise, à l'industrie secondaire ou aux industries de service. La loi de l'impôt sur le revenu ne renferme aucun des changements majeurs qu'avaient promis le ministre des Finances Benson en faisant adopter le bill C-259 à toute vitesse par la Chambre. C'est à ces changements qu'avait fait écho le ministre actuel en assumant le portefeuille des finances. Quelques changements secondaires y ont été apportés, mais rien ne rend cette loi maniable et compréhensible pour l'homme d'affaires moyen.

Le gouvernement n'a fait aucune déclaration de principe quant à son programme général pour l'industrie secondaire. De fait, on pourrait facilement dire que c'est un budget anti-entreprise, et cela montre à quel point le gouvernement a glissé à gauche. Les dirigeants de petites entreprises, de l'industrie secondaire et du secteur tertiaire ne sont pas considérés dans la vie économique du Canada. Ils savent à quel point le gouvernement penche vers la gauche. Tout en étant les plus grands employeurs et les plus forts contribuables du pays, ces exploitants sont continuellement humiliés et tenus à distance par un gouvernement qui ne sait pas, qui ne veut pas savoir et qui s'en fiche éperdument.

Ce qui est étrange dans cette indifférence du gouvernement, c'est le peu d'attention accordé aux coûts. La petite entreprise, l'industrie secondaire et le secteur des services veulent des modifications à la loi sur les banques pour améliorer leur capacité de financement. Avec tous les autres Canadiens, ils veulent que soit modifiée la loi de l'impôt sur le revenu pour qu'elle devienne pratique, compréhensible et supportable. Ils veulent des formules d'impôt simplifiées, qui concordent avec leur comptabilité. Ils veulent un moratoire s'appliquant aux formules de Statistique Canada jusqu'à ce que la valeur de ces formules ait été prouvée.

Ces gens veulent avoir accès au crédit à l'exportation tout autant que les grandes industries. Ils veulent qu'on mette fin aux nombreuses formules obscures et anonymes, aux signatures inintelligibles, qui jonchent leurs bureaux. Ils veulent pouvoir parler aux inconnus sans visage qui leur écrivent, au lieu de s'entendre dire qu'on n'accepte pas d'appels téléphoniques. Ces gens veulent un gouvernement qui a assez de cran pour faire face aux problèmes de l'heure, dans lequel ils peuvent avoir confiance et grâce auquel ils pourront prévoir la marche de leur entreprise de façon méthodique, dans une atmosphère de collaboration.

Ces exigences ne coûtent rien aux contribuables mais le budget du gouvernement ne saurait répondre à notre attente pas plus que le gouvernement d'ailleurs. Je ne puis